Novembre 2022

Le clivage gauche / droite serait dépassé pour près de deux français sur trois, selon une enquête IFOP de 2021. Quelques formations politiques trouvent par ailleurs très tendance de se revendiquer « ni de gauche ni de droite » pour ratisser large. Pour autant, le clivage garde la vie dure dans l'imaginaire collectif, preuve de sa vivacité alors même que son fondement reste nébuleux pour une opinion en mal de repères.

La vie démocratique impose cependant un clivage net qui permette à l'opinion de distinguer clairement une majorité d'une opposition sans avoir à recourir pour cela aux extrêmes. Toute force politique démocratique, de gauche ou de droite, a donc pour devoir de défendre avec force, d'abord l'actualité du clivage gauche / droite, mais aussi son intemporalité en ce qu'il est tout simplement une autre façon de dire « démocratie ».

Cette tâche échoit en premier lieu à la gauche, première responsable de l'effacement des repères. En clair, elle doit arrêter de prôner des politiques de droite sous couvert de « valeurs » abstraites. Ce procès en « droitisme » ne vise pas que la gauche dite « modérée », celle qu'on taxait naguère de « renoncement ». La redistribution défendue par la gauche « radicale », aussi nécessaire soit-elle, encourage de fait la production de plus-value capitaliste et par suite la source même du mal (voir ma note de synthèse).

Si l'opinion n'a que des politiques de droite à évaluer, l'effacement des repères s'explique dès lors aisément. Une véritable alternative de gauche supposerait de définir préalablement ce qu'est exactement la gauche et en quoi elle se distingue de la droite. Or les principaux concernés – ceux qui se revendiquent de gauche – n'énoncent que des définitions substantielles calquées sur leurs propres valeurs morales, allant des questions abstraites comme la solidarité aux sociétales comme le mariage pour tous.

Seulement, se dire de gauche ne vaut pas propriété. On peut sans risque d'erreur affirmer qu'une définition correcte de la gauche se trouvera plus sûrement dans les attentes de l'opinion, qu'elle parvienne ou non à les formaliser, que dans les appétits de ceux qui s'en revendiquent. Comment dès lors définir clairement ce qui fait « de gauche » à la fois la revendication moderne du mariage pour tous, la défense du Capitaine Dreyfus au XIXe siècle ou l'opposition au veto royal sous la constituante ?

Un première clé du divorce entre l'opinion et les forces de gauche se trouve sans doute ici : si, à défaut d'une définition formelle claire de la gauche, ceux qui s'y rassemblent ne la déterminent qu'en fonction de leur valeurs propres, ils ne produiront qu'un entre-soi susceptible de rebuter des sensibilités de gauche très différentes et sans doute plus pertinentes.

C'est ici qu'apparaît la nécessité évidente d'une définition formelle, et non plus simplement substantielle, de la gauche et de la droite. Les voici :

La gauche est progressiste / la droite est conservatrice

Il convient d'abord ici d'évacuer une tentation d'interpréter maladroitement cette définition rapide : on peut tout-à-fait être de gauche et conservateur ; de droite et progressiste. Les deux ne s'excluent pas, il ne s'agit que d'une pondération : la sensibilité de gauche place le progrès au faîte de ses principes, avant la conservation. C'est l'inverse pour la droite.

L'affaire Dreyfus est sans doute celle qui illustre le mieux ce clivage de sensibilités, en ce qu'elle opposa deux enjeux généraux de première importance : d'un côté la stabilité d'une société menacée par l'atteinte à l'autorité d'une de ses institutions cardinales, de l'autre la justice rendue à un innocent. Le positionnement entre ces deux enjeux à priori d'égale importance, selon qu'on penche d'un côté ou de l'autre suivant sa sensibilité personnelle, détermine qui est de gauche et qui est de droite.

Une part du malentendu peut être illustrée par une phrase d'Alfred Dreyfus lui-même dans ses « Carnets », quand il évoque « l'œuvre de relèvement » de ses défenseurs en ces termes : « *elle aura marqué un tournant dans l'histoire de l'humanité, une étape grandiose vers une ère de progrès immense pour les idées de liberté, de justice et de solidarité sociale* ». Le fait d'interpréter ces derniers mots comme des marqueurs de gauche est une confiscation inique, en ce qu'il sont le propre de tout être humain. Le véritable mot-clé se trouve en amont, dans le mot « progrès ».

Un autre mot-clé est par ailleurs ici notable, celui de « relèvement », opposable au mauvais procès en déclin parfois adressés à la gauche. Certaines ruptures apparaissent bien comme des relèvements, comme la Révolution qui permit la conservation de la France dans un environnement évolutif (comme l'est par ailleurs celui que nous connaissons de nos jours). D'autres ruptures auraient au contraire mérité une meilleure vigilance conservatrice, comme la décision soviétique des années 60 de produire massivement du coton qui conduisit à l'assèchement de la mer d'Aral. C'est le contexte qui définit le résultat d'un progrès visé, selon qu'il soit imposé pour des raisons idéologiques ou consenti pour répondre à une évolution historique. Évaluer ce risque est plutôt une compétence de droite.

L'une des plus grandes erreurs de la gauche et de la droite est donc de s'être jetés mutuellement l'anathème, au lieu de se percevoir comme deux pôle naturels pareillement respectables de la démocratie suivant un clivage horizontal « gauche / droite », autrement dit transversal à la verticalité de l'échelle sociale, et ce au seul bénéfice des extrêmes.

C'est parce que ce clivage transversal rend compte de sensibilités humaines intemporelles qu'il forme le socle des majorités et des oppositions indispensables en démocratie, et ce faisant la caractérise. Dans le même temps, il permet aussi de définir les extrêmes sans avoir à recourir aux trompettes célestes des principes et autres valeurs : là où un démocrate se définira de gauche ou de droite, reconnaissant ainsi la polarité de son point de vue toujours soumis à la contradiction de l'autre dans un respect mutuel permanent, l'extrême revendiquera pour lui seul une vérité décrétée, excluant par principe toute contradiction.

Non seulement le clivage gauche / droite est plus que jamais d'actualité, mais surtout la clé de notre avenir réside justement dans le choix urgent qu'il pose entre deux visions opposées de la société : l'abîme libéral qui s'ouvre devant nous ou l'alternative post-capitaliste (voir à ce sujet ma note de synthèse). Cette urgence impose de restructurer rapidement l'offre politique dans le sens des vues exposées ci-dessus. L'argumentaire qui suit vise à étayer cet objectif.

Un peu d'histoire

L'opposition « gauche / droite », apparue en 1789 sur les bancs de la constituante sur un sujet particulier, s'est rapidement étendue à d'autres, en France d'abord, ensuite dans le reste de l'Europe, enfin dans le monde entier. La pratique a supplanté la première forme d'opposition apparue à l'Assemblée entre les « montagnards » et la « Plaine » qui suivait un axe vertical. Il a été avancé que l'horizontalité « gauche / droite » rendait mieux compte d'une transversalité intuitive s'exprimant sur des sujets variés.

La diffusion rapide du concept et la grande diversité des sujets à propos desquels il s'est exprimé montrent à l'évidence des déterminants plus profonds à l'œuvre dans la sensibilité de chacun. À l'origine, il ne s'agissait que de compter les votes sur la question du veto royal. L'habitude de désigner ainsi les oppositions s'est ensuite rapidement installée pour placer à droite les « conservateurs » (majoritairement l'aristocratie et le clergé), et à gauche les « progressistes » partisans d'une progression vers une société nouvelle (majoritairement le Tiers état).

La valse des « valeurs »

Au fil du temps, les « valeurs » circulèrent facilement d'un côté à l'autre. La gauche de l'époque révolutionnaire, soupçonneuse du pouvoir, vantait volontiers la liberté individuelle face à une droite qui lui opposait l'autorité de l'État. Plus tard, la justification socialiste de « l'État-providence » comme outil de justice sociale entraînera un renversement spectaculaire de ces valeurs, poussant la droite vers la défense des libertés individuelles.

La gauche originelle, favorable à la « République une et indivisible », était peu encline à accepter les particularismes alors que leurs lointains héritiers voteront la décentralisation et vanteront la « diversité ». De même les positions sur la colonisation se sont inversées à partir des années 50. On note aussi l'évolution sémantique du mot « patriote », naguère attribut du tiers-état positionné à gauche, aujourd'hui confisqué par l'extrême droite.

En parallèle, d'autres valeurs demeurent transversales aux deux pôles comme la liberté, la nation, la justice ou la tolérance. Cela dit assez que le concept de « valeur » est loin de déterminer adéquatement le clivage « gauche /droite », ni qu'il rend compte de son évolution au fil du temps, au contraire de l'opposition naturelle entre progressistes et conservateurs.

Pourquoi dit-on « clivage » ?

Un « clivage » désigne en minéralogie l'aptitude de certains minéraux à se fracturer, lorsqu'ils sont soumis à un choc ou une pression mécanique, selon des surfaces planes et dans des directions précises. Par opposition, on appelle « cassure » une fracture irrégulière. C'est pourquoi on parle de « ligne de fracture » et de « plan de clivage », ce dernier étant toujours parallèle à une face possible du minéral.

Au plan métaphorique, un clivage, idéologique ou politique, désigne donc une dissonance irréductible entre des groupes sociaux identifiés, par opposition aux lignes de fracture mouvantes. Sa permanence démontre que ses déterminants ont sans doute une origine cognitive, mais aussi clairement affective. Ces dissonances sociales nécessitent d'être pacifiées et les institutions démocratiques visent à leur fournir des lieux régulateurs d'expression : parlements, médias, partenariats sociaux, etc.

Ce qui, par définition, détermine un clivage est la netteté de son plan de clivage, contrairement à l'irrégularité des fractures, à savoir une claire perception des déterminants de l'opposition. En 1789 elle était claire : pour ou contre le veto royal. Mais qu'en est-il des oppositions ultérieures ? La seule clarté apparaissant ici est que le positionnement instinctif au sein d'un modèle « gauche / droite » trahit une ligne déterminante directrice.

Cette ligne est d'autant moins aisée à circonscrire par une opinion déboussolée que le jeu politique ne cesse de brouiller les pistes. Bien avant le flou artistique entretenu sur la question par Emmanuel Macron, Jean-Marie Le Pen se prétendait « socialement de gauche, économiquement de droite et nationalement de France ». D'autres lignes de fractures ajoutent aussi à l'obscurité, comme « souverainistes / européistes », « élites / peuple », etc. Enfin, et surtout, les choix économiques des deux pôles apparaissent pareillement dominés par les mêmes contraintes du marché.

En dehors de quelques grands sujets sociétaux, les seuls différences que l'opinion peut observer portent essentiellement sur la fiscalité et sur l'équilibre budgétaire. Sur le premier point, la gauche cherchera plutôt une meilleure contribution des plus hauts revenus et la droite un allègement des charges entrepreneuriales. Sur le second, la réduction de la dette sera plutôt un credo de droite et « l'État providence » la tendance de gauche. Mais aucun des deux pôles ne songe à remettre en cause le système économique dans lequel ces choix s'inscrivent, alors qu'il apparaît de plus en plus clairement à tous comme la source de l'impasse.

La gauche

À partir du XIXe siècle, la pensée de gauche a largement subi l'influence de la théorie marxiste de la « lutte des classes », ce qu'explique facilement l'extrême misère ouvrière de l'époque. La situation aujourd'hui est très différente. D'abord, la « classe » ouvrière a largement cédé du terrain face au tertiaire. Ensuite, sa condition s'est sensiblement améliorée malgré des difficultés persistantes, sans commune mesure toutefois avec ce qu'elles furent. Enfin la mondialisation a redistribué les cartes.

Confrontée au vide idéologique laissé par le dépassement de la lutte des classes, la gauche de gouvernement, alors dominée par le PS, s'est globalement repositionnée sur la thématique des « valeurs », ce qui l'a conduite à baisser la garde sur ses deux flancs : sur le gauche, elle s'est exposée à un procès en renoncement ; sur le droit, à un procès en sectarisme par une droite qui a eu beau jeu de lui asséner un cinglant « vous n'avez pas le monopole du cœur ». Par ce moyen toutefois, le PS a su cultiver un important réseau d'élus, insuffisant toutefois pour contrer son érosion électorale et la concurrence de confrontations plus radicales.

Dans le contexte actuel, la seule piste progressiste adaptée au XXIe siècle impose inéluctablement une reprise en main par la puissance publique d'une partie au moins du terrain concédé au privé depuis la fin des « trente glorieuses », pour réduire à minima les coûts sociaux et environnementaux de la satisfaction des besoins fondamentaux (voir note de synthèse).

La droite

La droite ne saurait être réduite à un simple attachement aux traditions. Si tel était le cas, l'expression « droite libérale » serait un non-sens, la mondialisation libérale ayant profondément modifié nos sociétés plus qu'aucun régime par le passé. Une partie de la droite tente de résoudre ce paradoxe en arguant qu'il s'agirait d'une évolution naturelle aux sociétés et non d'une révolution consciente à visée idéologique dont elle attribue l'esprit à la gauche. Une autre partie interprète au contraire le

conservatisme comme une raison de résister à la mondialisation au nom de la société traditionnelle. C'est surtout la marque de la droite dite « extrême ». Mais celle-ci ne contourne le paradoxe qu'en tombant dans un autre : associer dans le même discours une hypothétique « préférence nationale » avec un soutien au libéralisme, qui conduit mécaniquement à la mondialisation et à ses impératifs de compétitivité et de mobilité sociale. Consciente de cette contradiction, elle tente alors de disqualifier le clivage en se repositionnant sur l'axe vertical « Peuple » contre « élites ».

Dans le contexte actuel, la vision conservatrice de la droite démocratique revêt une importance capitale. Face aux bouleversements sociétaux inédits que l'avenir proche annonce, imposés à la fois par les urgences sociale et environnementale, la voix de la droite devra s'élever face aux risques de dérives potentielles comme celles qui ont caractérisé le siècle dernier.

Les « non-alignés »

Avant le brouillage actuel des repères, la bipolarisation traditionnelle du jeu politique était déjà contestée, notamment par le « centre » et les extrêmes.

Le centre se présente habituellement comme une voie de compromis, dite « modérée », entre la gauche et la droite, s'inscrivant en cela dans la longue tradition de modération qui a rythmé la vie politique française depuis la Révolution jusqu'au septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Depuis, il est perçu comme une composante de la droite avec qui il est réduit à se rallier, ou plus récemment avec un autre non-aligné comme Emmanuel Macron, mais cette fois au prix d'un glissement du clivage vers les extrêmes.

Il semble donc ne rien exister de tel qu'un « centre », du moins pensable en théorie dans la confrontation démocratique des sensibilités, et que celui-ci n'apparaisse que comme une variante de la droite. C'est du reste heureux car, à défaut de revendiquer une polarité, on ne peut se penser que comme une totalité, et par suite incarner un pouvoir par définition totalitaire, sauf à réduire le jeu démocratique à une simple confrontation alimentaire entre forces comparables, c'est-à-dire dit privée d'enjeux idéologiques.

Le totalitarisme des « extrêmes » apparaît quant à lui clairement dans leur prétention à détenir seuls une vérité sans nuance et leur propension à ne se reconnaître aucun vis-à-vis démocratique, donc totalitaire par définition indépendamment de ses autres caractéristiques : ses positions radicales, son autoritarisme et son rapport ambigu à la violence, physique ou verbale. Certains courants se référent à des sources idéologiques variées, d'autres prétendent supplanter le clivage gauche / droite qui serait dépassé pour certains, artificiellement entretenu pour d'autres, au profit d'une « troisième voie » qu'ils entendent évidemment incarner.

Les déterminants du clivage

Les déterminants du clivage gauche / droite relèvent de deux registres bien distincts : les déterminants cognitifs et les déterminants affectifs. Il peuvent suivre un axe vertical ou un axe horizontal, voire un axe géographique.

Les déterminants cognitifs relèvent de la perception intellectuelle, par exemple l'opposition ente les partisans d'un État central et ceux de la décentralisation. Les déterminants affectifs sont du registre de l'émotion, comme par exemple le culte du chef contre le rejet de l'autorité. Certains se classent plus difficilement, comme les oppositions « cléricalisme / laïcité » ou « interventionnisme / libéralisme », qui peuvent aussi bien relever d'un verdict cognitif ou affectif selon la source du positionnement : la cognition relève d'une perception et d'une analyse de faits extérieurs ; l'affect vient d'un sentiment intérieur.

Les déterminants peuvent suivre un axe vertical, comme par exemple « possédants / travailleurs », « centralisation / décentralisation », ou bien horizontal, comme « identité collective / identité individuelle », le rapport « travail / vie sociale » ou encore l'attachement au privé versus service public. L'axe enfin peut être géographique, comme l'opposition centre-ville / banlieue ou périphérie, qui peut être vertical ou horizontal suivant qu'il soit considéré selon sa dimension sociale ou spatiale.

Le clivage repose sur un terreau universel : la recherche pour tout citoyen d'un choix clair entre deux voies dans un univers toujours plus complexe à appréhender. Ce mécanisme mental explique la survivance des mots aux circonstances historiques qui les ont vu naître. Chacun s'identifiera à l'une des polarités suivant ses déterminants propres, qu'on pourrait représenter graphiquement, par exemple dans un schéma reprenant en abscisse l'axe « progrès / conservation » et en ordonnée l'échelle sociale.

Les sensibilités de gauche et de droite

Une synthèse de tous les déterminants à travers les contextes et les époques laisse apparaître fondamentalement deux conceptions du monde :

- La gauche, c'est l'idée qu'on est dans le monde pour le transformer, pour agir sur lui. C'est la foi dans le génie humain pour dépasser sa condition et faire progresser la société, et c'est pourquoi son Maître-mot est **progrès** ;
- La droite, c'est l'idée qu'on est dans le monde pour le contempler et interagir avec lui tel qu'il est (voire respecter l'œuvre de Dieu). C'est la foi dans l'ordre des choses, naturel et/ou divin, qui s'impose à la condition humaine, et c'est pourquoi son Maître-mot est **ordre**.

Sur cette distinction fondamentale sont avancées quelques « valeurs » réputés caractéristiques. À gauche : égalité, fraternité, solidarité, progrès, mouvement, émancipation ; à droite : autorité, mérite, identité, sécurité, conservatisme, tradition. On peut développer comme suit :

Gauche	*Droite*
Certitude que l'homme façonne l'histoire.	Certitude que l'homme s'inscrit dans l'histoire.
Critique de l'ordre social, aspiration à davantage de justice.	Attachement à l'ordre, considéré comme juste ou comme un moindre mal. Réfractaire aux changements.
Interventionnisme économique.	Libéralisme économique ou conservatisme (partagé).
L'égalité avant la liberté, lorsque l'une et l'autre entrent en conflit.	La liberté avant l'égalité, lorsque l'une et l'autre entrent en conflit.
L'idée d'une universalité de l'homme supérieure aux particularismes.	L'idée que l'homme est modelé, pas déterminé, par des valeurs héritées.
Attachement à la collectivité.	Vertu de la réussite personnelle.
Attachement à la citoyenneté.	Attachement au culte du chef.
Attachement à des clivages clairs dans un ordre multidimensionnel.	Attachement à une unité au-delà des clivages.

Une conclusion fondamentale ressort ici : le clivage gauche / droite repose sur des déterminants humains irréductibles et complémentaires. Ils forment ensemble un principe d'action / réaction comparable à celui des moteurs. Le clivage gauche / droite forme ainsi le **moteur de la démocratie** : il est gage de **l'audace** face à l'inertie mais aussi de l'action tempérée par la **raison**, pour peu que les deux pôles se témoignent un égal respect, reléguant l'intolérance de l'autre aux extrêmes.

Le clivage gauche / droite est donc par nature indépassable dans le cadre démocratique, si ce n'est par une totalité qui ne constituerait en rien un « dépassement » mais bien une régression vers le totalitarisme maintes fois éprouvées par le passé pour le malheur des peuples.

Des clivages concurrents

L'acharnement des promoteurs du « dépassement » se manifeste parfois dans des tentatives de lui substituer d'autres concepts plus ou moins inspirés, comme ceux déjà cités (« souverainistes / européistes », « élites / peuple »), ou le très controversé « choc des civilisations » de l'essayiste

américain Samuel Huntington. Un autre concept, celui de l'hypothétique « fin de l'histoire » tente de supplanter la théorie « cyclique » de l'histoire.

- Pour ses défenseurs, l'histoire aurait trouvé son achèvement définitif dans le consensus démocratique mondial opéré notamment au sein des instances internationales comme l'ONU ou l'OMC. Aucun bouleversement politique majeur ne serait donc plus à attendre, pas plus que de nouveaux choix sociétaux. Cette thèse servira évidemment davantage le principe conservateur cher à droite.
- Pour d'autres, l'histoire serait une suite de cycles entrecoupés de révolutions (par définition la fin d'un cycle) à l'image de la république qui a succédé à la monarchie. Cette théorie servira évidemment davantage le principe de progrès défendu à gauche.

L'actualité invalide à l'évidence la « fin de l'histoire », d'autant que la théorie n'est pas nouvelle. Déjà par le passé, d'autres bouleversements avaient trouvé des partisans pour y voir une « fin de l'Histoire » à chaque fois interprétée comme définitive, et à chaque fois désavouée par les faits. Hegel a vu dans l'État napoléonien la première « fin de l'Histoire »… de l'Histoire ! Plus tard, le philosophe français Alexandre Kojève l'appliquera aussi bien à la révolution soviétique qu'au mode de vie américain (!). La version contemporaine, qui placerait cette « fin » dans le libéralisme économique mondialisé, a notamment été défendue par le philosophe américain Francis Fukuyama, et par plus grand monde aujourd'hui.

Conclusion

Le clivage gauche / droite est un nom commode, consacré par l'histoire, pour désigner l'opposition horizontale intemporelle entre les conservateurs et les progressistes dans toute société. Il est une garantie essentielle de la démocratie en ce qu'il constitue son principe moteur. La gauche a vocation à accompagner l'évolution inéluctable de toute société. En ce sens, elle est paradoxalement garante de sa conservation en évitant le sort des nations disparues qui n'ont pas su s'adapter au cours de l'histoire. La droite a vocation à garder la société des aventures politiques, nées de rêves d'idéologues, qui s'éloigneraient du cours naturel de l'histoire. En ce sens, elle est paradoxalement garante de son progrès harmonieux. Le principe moteur action / réaction de la gauche et de la droite forment la base de la démocratie. Il n'a pour seul dépassement possible que le totalitarisme. Aujourd'hui, être de droite signifie accepter, en l'accompagnant au besoin, la mondialisation libérale en cours, c'est-à-dire un avenir dominé par la loi du marché avec la consommation pour tout horizon de vie. Dans ce cadre où les Nations ont un rôle subordonné au marché, l'inégalité sociale y est supposée « naturelle » et conditionnée à l'aptitude à générer du profit.

Être de gauche signifie rejeter cette perspective et vouloir infléchir cette évolution, ce qui implique obligatoirement un renversement du rapport de forces entre la finance mondialisée et les représentants élus des Nations souveraines. Or, ce dernier objectif n'est envisageable qu'à l'échelle européenne. Toute « troisième voie » ne peut être invoquée que par opportunisme politique irresponsable ou par velléité antidémocratique. Si la droite entend assumer sa mission, elle doit renoncer à tout immobilisme conservateur dans ce monde en mutation rapide. Si la gauche entend assumer sa mission, elle doit abandonner toute référence à de quelconques « valeurs » abstraites, étant attendue sur une alternative sociétale qui implique de penser un nouveau modèle économique (voir note de synthèse). Il n'apparaît aucune autre voie que chimérique.

> *Bismarck définissait la politique comme étant « l'art du possible », ce à quoi Clemenceau répondit sèchement que « c'est aussi l'art de rendre possible les choses qui doivent être faites ».*